

Une université étranglée

DEPUIS plusieurs années maintenant, à l'instar de la plupart des universités françaises, l'université de Rouen Normandie est en déficit. Ce déficit structurel est dû à la faiblesse des dotations de l'État. On aura pu noter ces dernières années, des mesures prises par l'État, qu'il ne finance pas auprès des établissements : PSC, évolution du CAS-Pension, point d'indice... tous ces éléments ont déséquilibré les budgets des universités et aboutissent presque partout à des déficits.

Après plusieurs années, on aboutit au moment où les réserves disponibles dans les fonds de roulement sont à sec et les déficits ne sont plus tenables.

Dans notre établissement, l'atterrissage 2025 est autour de 5 M€ (en attente du compte financier). Le budget 2026 a été voté avec un déficit de 11 M€, supérieur au fond de roulement réellement disponible.

Depuis plusieurs années, la direction de l'université avait affiché une position revendicative que nous partageons largement cherchant à mettre l'État devant ses responsabilités. Nous avons ainsi voté une campagne d'emploi à 132 postes fin juin dernier.

Depuis, en novembre, d'un coup le rectorat a décrété que cette campagne d'emploi n'était pas acceptable et a exigé une diminution à 95 postes. Nous n'avons cependant jamais obtenu encore que les écrits du rectorat sur ce sujet nous soient transmis.

Et la semaine dernière, le président nous indiquait que le rectorat exigeait une diminution à 60 postes de la campagne d'emploi... là encore sans trace de la position du rectorat.

En parallèle, les exigences de retour à l'équilibre financier amène notre direction à envisager à vrai plan social. L'objectif de plusieurs millions d'euros nous laissant craindre plus de 100 collègues en CDD qui ne seraient pas renouve-

lés en septembre. Cela angoisse évidemment les collègues en CDD potentiellement concernée-es. Mais cela inquiète aussi celles et ceux qui dans les équipes vont devoir compenser l'absence de tel ou telle. Bref, toutes celles et ceux qui se soucient de la continuité du service public de l'ESR sont impactés.

Le ministre était de passage à Rouen la semaine passée. Nous avons appelé nos collègues à se rassembler pour aller lui signifier ce malaise majeur lié à la sous dotation financière de notre université. Plus de 150 collègues se sont rassemblés malgré des délais très courts.

L'après midi même, le ministre annonçait plusieurs millions pour notre établissement.

Nous espérons que ces engagements sont réels et aboutiront à une vraie amélioration pour les finances de l'établissement permettant de sortir du plan social envisagé et de son cortège de souffrances, et de revenir à un climat plus apaisé.



Rassemblement sur le campus de l'université de Rouen Normandie, lors de la visite de Philippe Baptiste, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace, vendredi 6 février 2026, Rouen. (Image F.B. du SNASUB-FSU)